

Il faut « redonner de la valeur à l'alimentation »

http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2017/07/12/il-faut-redonner-de-la-valeur-a-l-alimentation_5159473_3232.html

Il faut « redonner de la valeur à l'alimentation »

Dans une tribune au « Monde », Fabrice Etilé et Louis-Georges Soler, directeurs de recherche à l'INRA, ébauchent les grandes lignes de l'alimentation de demain : des prix plus élevés et une qualité meilleure, mais moins de dépenses dans le budget des ménages car intégrant moins de produits carnés ou de plats préparés et plus de fruits et légumes.



LE MONDE | 12.07.2017 à 11h19 • Mis à jour le 12.07.2017 à 11h47 | Par Louis-Georges Soler et Fabrice Etilé (Directeurs de recherche à l'INRA)

« La montée en gamme permettrait d'échapper au piège de la concurrence par la déflation des coûts à laquelle se livre la plupart des pays européens » (Photo: agriculture à Cambrai, en 2015). PASCAL ROSSIGNOL / REUTERS

TRIBUNE. Les transformations du système alimentaire français depuis la seconde guerre mondiale ont permis d'assurer la **sécurité alimentaire** du pays et une contribution significative du secteur à la balance commerciale. Elles ont également bénéficié aux consommateurs via la baisse de la part des dépenses des ménages consacrées à l'alimentation et le **développement** d'une offre variée de produits transformés, souvent prêts à **consommer**, qui a répondu à l'évolution des modes de vie.

La dégradation des performances économiques du secteur, observée ces dernières années, fragilise cependant de nombreuses filières. En outre, l'évolution des pratiques de **consommation** et des modes de production soulève de nouveaux enjeux : le système alimentaire contribue de façon significative à certains dommages environnementaux ; le rôle de l'alimentation dans la prévention de certaines maladies **chroniques** est bien établi.

Montée en gamme

Des progrès techniques peuvent **concourir** à une meilleure maîtrise des impacts de santé et environnementaux. Des initiatives ont été engagées dans ce sens ces dernières années, de façon volontaire par les **entreprises** et les filières, parfois accompagnées par les pouvoirs publics.

Lire aussi : Les Français mangent mal et se sédentarisent

(planete/article/2017/07/12/lesfrancais-mangent-mal-et-se-sedentarisent_5159458_3244.html)

Cette voie d'action entraîne cependant des surcoûts et des risques commerciaux pour les entreprises qui s'y engagent. Dans des filières fragilisées sur le plan économique, les investissements requis doivent se **traduire**

Il faut « redonner de la valeur à l'alimentation »

http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2017/07/12/il-faut-redonner-de-la-valeur-a-l-alimentation_5159473_3232.html

par des prix plus élevés impliquant, en contrepartie des efforts de montée en gamme, une augmentation de la disposition à payer des ménages pour leur alimentation. Or pour de nombreux consommateurs, même s'ils sont aujourd'hui plus sensibles à ces enjeux de santé et environnementaux, la maîtrise des dépenses alimentaires reste un objectif prioritaire.

Ceci implique de dépasser la contradiction entre des surcoûts de production, conduisant à des prix plus élevés, et les réticences des consommateurs à payer plus cher leur alimentation. Pour ce faire, il est utile de prendre en compte une autre dimension qui est celle des régimes alimentaires.

Un consommateur plus exigeant

Des études récentes montrent qu'une adaptation progressive des régimes alimentaires à travers, par exemple, un rééquilibrage modéré entre produits d'origines animale et végétale peut induire des effets significatifs en santé publique et sur l'environnement, sans pour autant peser lourdement sur le portefeuille des ménages.

Lire aussi : Le ministère de l'agriculture est chargé de piloter les Etats généraux de l'alimentation

[/economie/article/2017/06/28/le-ministere-de-l-agriculture-est-charge-de-piloter-les-etats-generaux-de-l-alimentation_5152447_3234.html](http://economie/article/2017/06/28/le-ministere-de-l-agriculture-est-charge-de-piloter-les-etats-generaux-de-l-alimentation_5152447_3234.html)

L'exemple des consommateurs de produits biologiques est ici intéressant à évoquer. Quand on compare les dépenses alimentaires des ménages les plus engagés dans la consommation de produits biologiques par rapport à ceux qui achètent essentiellement des produits conventionnels, il ressort que le surcoût associé à l'achat de produits alimentaires plus chers est pour partie compensé par une structure différente de consommation, intégrant moins de produits carnés, plus de fruits et légumes, moins de boissons ou de plats préparés.

Lire aussi : Des pistes pour améliorer les recommandations nutritionnelles

[/sciences/article/2017/04/03/des-pistes-pour-ameliorer-les-recommandations-nutritionnelles_5105215_1650684.html](http://sciences/article/2017/04/03/des-pistes-pour-ameliorer-les-recommandations-nutritionnelles_5105215_1650684.html)

Si l'adoption de standards de production biologique n'est pas généralisable à l'ensemble de l'alimentation, cet exemple montre néanmoins qu'une montée progressive des niveaux d'exigence, dès lors qu'elle affecte les coûts de production et in fine les prix payés par les consommateurs, ne peut être dissociée d'une réflexion sur l'évolution des régimes alimentaires. C'est en jouant simultanément sur les modes de production en amont et les régimes alimentaires en aval que l'on peut amoindrir la contradiction entre la nécessité de rémunérer les efforts des producteurs et celle de stabiliser les dépenses des ménages.

Le nouveau modèle

Cette perspective dessine un modèle qui reposerait sur trois points : la poursuite des efforts en matière de qualité des produits et des façons de produire ; des prix alimentaires plus élevés rémunérant ces efforts réalisés par les filières ; des dépenses alimentaires des ménages contenues grâce à une adaptation des régimes alimentaires. Les bénéfices environnementaux et de santé résulteraient simultanément de la mise en œuvre de processus de production plus exigeants et de l'adaptation des régimes alimentaires par les consommateurs.

Lire aussi : « Manger mieux dans les cantines, plus bio, local et sain est possible sans que ça ne coûte plus cher »

[/idees/article/2016/12/11/bien-manger-a-la-cantine-c-est-politique_5047054_3232.html](http://idees/article/2016/12/11/bien-manger-a-la-cantine-c-est-politique_5047054_3232.html)

La montée en gamme permettrait d'échapper au piège de la concurrence par la déflation des coûts à laquelle se livrent la plupart des pays européens. Enfin, comme les modes de production plus qualitatifs et plus respectueux de l'environnement s'avèrent plus intensifs en travail, des effets positifs en matière d'emploi pourraient en découler. Redonner de la valeur à l'alimentation, après des décennies de baisse de son prix relatif, devient un objectif sur lequel peuvent se rejoindre producteurs, consommateurs-citoyens et pouvoirs publics. Les Etats généraux de l'alimentation (<http://agriculture.gouv.fr/les-etats-generaux-de-l-alimentation>) devraient permettre de débattre de la pertinence et de l'acceptabilité de ce modèle par les différents types d'acteurs et de préciser les politiques publiques et les outils incitatifs permettant d'accompagner les filières dans cette transition.